

Réunion parlementaire virtuelle sur les réponses du FMI au COVID-19

16 Juin 2020

Le 16 juin 2020, le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI (PN) a organisé conjointement avec le Fonds monétaire international (FMI) une réunion parlementaire virtuelle sur les réponses du FMI à la crise du COVID-19. L'objectif de cette réunion était de discuter des mesures mises en œuvre par le FMI pour faire face à l'impact négatif de la pandémie et d'échanger des idées et des expériences avec les parlementaires sur les politiques de reprise économique inclusive. Environ 67 participants de plus de 47 pays ont assisté à la conférence.



Intervenants lors de la réunion virtuelle sur les réponses du FMI au COVID-19

Le très honorable Liam Byrne, député, président du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI et modérateur de la réunion, a souhaité la bienvenue aux participants en exhortant les parlementaires à travailler ensemble pour protéger les vies et les moyens de subsistance en cette période de COVID-19. Il a évoqué les risques des politiques unilatérales pour faire face à la crise de COVID-19 et la nécessité de réponses collectives pour une reprise plus verte et plus juste.



Le très honorable Liam Byrne, président du PN



Mme Antoinette Sayeh, Directrice générale adjointe du FMI



Mme Antoinette Sayeh, Directrice générale adjointe du FMI, a présenté la stratégie du FMI pour faire face aux conséquences négatives de la pandémie, et les mesures mises en œuvre pour préparer une reprise inclusive. Elle a tout d'abord présenté les programmes de financement d'urgence du FMI qui ont touché plus de 100 pays, ainsi que l'appel conjoint lancé avec le groupe de la Banque mondiale lors du G20 pour annuler tous les paiements bilatéraux de prêts. Elle a également souligné l'importance de renforcer la confiance dans l'économie et la stabilité financière en augmentant les lignes de liquidité dans les pays en développement. Elle a expliqué que des dépenses publiques élevées doivent s'accompagner de responsabilité et de transparence, et a souligné le rôle des parlementaires en tant qu'acteurs essentiels dans l'application de la responsabilité financière.

En outre, Mme Sayeh a évoqué la nécessité de doubler les efforts pour préparer des mesures de relance inclusives. Elle a présenté les programmes de développement des capacités du FMI, qui visent à faciliter les dépenses sociales et à soutenir des mesures à plus long terme là où elles sont le plus nécessaires. Elle a souligné l'importance de promouvoir une reprise plus inclusive et plus verte en mettant en œuvre plusieurs actions et politiques publiques, telles que des investissements dans l'éducation, la santé, l'égalité des sexes et la durabilité. Mme Sayeh a expliqué que le FMI encourage l'allègement de la dette pour donner aux pays une plus grande marge de manœuvre budgétaire afin de parvenir à une reprise économique plus inclusive.



Laura Rojas MP, Mexico

Laura Rojas, députée, présidente de la Chambre des députés du Mexique, a présenté la situation sanitaire et économique actuelle au Mexique et les mesures mises en œuvre par son parlement pour atténuer les effets négatifs de la pandémie. Elle a déclaré que les conditions économiques dans la région s'aggravent alors que la pandémie continue de se propager rapidement. La situation du Mexique est fragile, a-t-elle dit, en raison des inégalités régionales, de l'obésité et du diabète. Toutefois, elle a expliqué que le jeune âge de la population est un facteur positif sur la voie de la reprise économique.

Mme Rojas a également fait part de ses préoccupations concernant le ralentissement de l'activité économique mexicaine et la chute des revenus des transferts de fonds et des exportations. Elle a souligné la nécessité d'une réponse économique rapide et l'importance du financement des petites et moyennes entreprises pour protéger les moyens de subsistance. Elle a souligné le rôle essentiel des institutions financières internationales dans l'octroi de prêts et de secours financiers et a terminé en lançant un appel au travail sur la protection de l'environnement et des droits de l'homme dans le contexte de cette crise.

Vjosa Osmani-Sadriu, députée, présidente du Parlement du Kosovo et membre du conseil d'administration du Réseau parlementaire, a parlé de la fragilité héritée du système de santé au Kosovo et de la réaction rapide du gouvernement qui a entraîné une mise en œuvre rapide du verrouillage. Elle a déclaré que le gouvernement lève progressivement les mesures de confinement telles que la restriction des mouvements dans le contexte d'une



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund

situation économique très fragile. Mme Osmani a décrit la chute du paiement des salaires, la fermeture d'entreprises et le chômage comme des préoccupations majeures. Elle a expliqué que le soutien financier bilatéral et le financement rapide du FMI ont contribué à atténuer certains effets négatifs de la pandémie. Toutefois, elle a appelé à tenir compte de l'impact environnemental tout en utilisant correctement ces mesures économiques afin de favoriser une reprise plus verte. Elle a terminé sa présentation en soulignant la nécessité de se préparer à une deuxième épidémie tout en investissant dans l'agriculture, l'éducation, l'accès au financement et l'emploi.



Vjosa Osmani, Députée, Kosovo ; membre du conseil d'administration du Réseau parlementaire



Nathaniel Erskine-Smith, Député, Canada

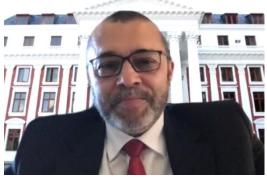
Nathaniel Erskine-Smith, Député, a souligné l'importance du financement des entreprises au niveau local et fédéral pour atténuer l'impact négatif des mesures de verrouillage. Il a parlé de la nécessité impérative de mettre en place une politique de responsabilité et de climat dans les mesures de relance. M. Erskine a mis l'accent sur les objectifs de durabilité à long terme tout en assurant des réponses rapides à court terme comme la promotion d'une politique publique d'énergie propre tout en assurant les revenus des ménages. Selon lui, cela implique la nécessité de répartir correctement les dépenses fiscales pour assurer une relance verte et inclusive, ce qui nécessite un bon équilibre entre la faisabilité politique et fiscale.

Gabriela Cuevas, députée, présidente de l'Union interparlementaire (UIP), a expliqué qu'il n'y a pas de compromis entre l'activité économique et la santé, car pour éviter des résultats économiques négatifs, il est impératif d'arrêter la propagation de la maladie. Tout en prenant les mesures sanitaires nécessaires pour faire face à la pandémie, elle a déclaré qu'il est très important de trouver des solutions durables à court et à long terme afin de parvenir à une reprise économique plus verte. Mme Cuevas a également souligné la nécessité de se concentrer sur le bien-être en réduisant les inégalités économiques et entre les sexes. Elle a fait valoir qu'il est essentiel de disposer d'une stratégie adéquate en matière de dépenses budgétaires pour parvenir à la reprise et que les pays doivent travailler ensemble, et en étroite collaboration avec les IFI, pour alléger les pressions économiques et sociales causées par la pandémie.



Gabriela Cuevas, Députée, Présidente de l'UIP





Cedric Frolick, Député, a parlé des mesures mises en œuvre en Afrique du Sud pour faire face aux conséquences négatives de la pandémie de COVID-19. Il a déclaré que le gouvernement a donné la priorité à l'aide économique aux ménages et a pris des mesures pour faire face au chômage. Il a souligné l'importance de la fermeture du pays comme moyen d'alléger la pression sur le système de santé, tout en laissant suffisamment de temps aux décideurs pour planifier la reprise et les mesures économiques.

Cedric Frolick, Député, Afrique du Sud

Toutefois, il a expliqué que les inégalités, la pauvreté et le chômage augmentent et que la résolution de ces problèmes doit être une priorité pour le gouvernement. Il a souligné l'importance des plans de développement et des investissements dans le secteur privé pour assurer une reprise économique inclusive. M. Frolick a présenté la pandémie comme une opportunité de rendre l'économie plus verte et plus juste. Il a également expliqué que la crise pourrait induire un changement dans la conception traditionnelle du travail en raison de l'utilisation des nouvelles technologies et que les pays doivent se préparer à extraire le potentiel positif du changement technologique, tout en protégeant les emplois et les moyens de subsistance.

Mme la Sénatrice Pia S. Cayetano, a déclaré que le 15 mars, la préoccupation immédiate du Parlement était de limiter la propagation du virus. Elle a déclaré qu'actuellement, les entreprises rouvrent leurs portes alors que les centres sportifs restent fermés. Le gouvernement doit rédiger un rapport hebdomadaire au parlement décrivant toutes les mesures prises pour faire face aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie. Mme Cayetano a expliqué que le parlement publie des lois pour soulager la pression sur les systèmes financiers et réaffecter l'argent pour aider les entreprises et les familles.



Sénatrice Pia S. Cayetano, Philippines

Elle a souligné l'importance de préserver une partie du budget du pays pour la future reprise. Elle a décrit la pandémie actuelle comme une opportunité de mettre en place des politiques et des infrastructures plus écologiques, comme des moyens de transport écologiques. En outre, elle a souligné l'importance de la garde d'enfants, du bien-être social et de l'accès à la santé comme éléments essentiels d'une reprise durable.



THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund



Kandeh Yumkella, Député, a souligné la nécessité de réaffecter les fonds existants à des mesures de soutien d'urgence. Il a souligné l'importance d'utiliser les subventions de manière intelligente pour aider les petites et moyennes entreprises à faire face aux effets négatifs de la pandémie et à innover pour une croissance plus verte. M. Yumkella a également évoqué le manque de production d'énergie en Afrique et son impact néfaste sur le secteur de la santé. Il a terminé son intervention en lançant un appel à la responsabilité dans l'utilisation des fonds de développement et au renforcement de la démocratie sur le continent.

Kandeh Yumkella, Député, Sierra Leone

Ammar Moussi, député, membre de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM), a déclaré que les pays arabes avaient subi une énorme perte économique et d'emplois en raison de la pandémie. Il a évoqué les mesures mises en œuvre en Algérie et a souligné l'importance de protéger les secteurs les plus vulnérables de la population. M. Moussi a souligné la nécessité d'investir dans l'éducation, la santé et les services essentiels, et de protéger les petites et moyennes entreprises. Il a terminé en évoquant le rôle essentiel que jouent les plateformes numériques et les start-ups dans la création d'emplois et a lancé un appel pour qu'elles soient utilisées de manière appropriée afin de contribuer à la stabilité sociale et financière.



Ammar Moussi, Député, Algérie

Au cours de ses remarques conclusives, Mme Antoinette Sayeh a souligné l'importance d'un confinement durable pour éviter une nouvelle vague qui pourrait aggraver les conséquences économiques négatives de la pandémie. Elle a déclaré que les IFI s'efforcent d'aider les pays à faire face aux conséquences négatives de la pandémie en leur offrant une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire. Mme Sayeh a conclu en appelant à la responsabilité des dépenses publiques et à l'utilisation transparente des fonds de développement pour protéger les personnes les plus vulnérables des conséquences négatives de la pandémie.